



Le thème des réfugiés ukrainiens dans le discours électoral roumain 2024-2025

Adrian-Gabriel Corpădean

Faculté d'études européennes
Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie
adrian.corpadean@ubbcluj.ro
<https://orcid.org/0000-0003-4507-2836>

Antoanela-Paula Mureşan

Faculté d'études européennes
Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie
paula.muresan@ubbcluj.ro
<https://orcid.org/0000-0002-0421-4431>

Reçu le 15-11-2025 / Évalué le 30-11-2025 / Accepté le 10-12-2025

Résumé

L'annulation des élections présidentielles roumaines de 2024 a profondément marqué le tissu social déjà fragilisé d'un pays dont le paysage politique est imprégné de voix nationalistes et d'extrême droite qui gagnent en influence. Malgré cette évolution, le pays reste majoritairement attaché à son appartenance à l'UE et à l'OTAN, tandis que les forces politiques dominantes continuent d'apporter un soutien considérable à l'effort de guerre ukrainien et au sort des réfugiés ukrainiens cherchant protection ou transit par la Roumanie. Compte tenu de la place prépondérante accordée aux questions souverainistes dans le programme de partis importants tels que l'AUR et des scores électoraux élevés obtenus lors du scrutin présidentiel à quatre tours par les candidats adhérant à cette idéologie pour le moins éclectique, la question des réfugiés ukrainiens était vouée à être instrumentalisée par ces voix. Parallèlement, les candidats pro-occidentaux ont atténué leurs prises de position sur ce sujet et opté pour une stratégie prudente, omettant souvent d'aborder la question des réfugiés ukrainiens afin d'éviter d'être davantage exposés aux accusations nationalistes visant à mettre en opposition, de manière plus ou moins artificielle, ce groupe vulnérable et les Roumains eux-mêmes. Un ensemble de programmes politiques et de discours électoraux constitue le corpus de documents soumis à l'analyse, dans le but d'évaluer comment les divisions politiques entourant les élections présidentielles roumaines se sont étendues au sujet sensible des Ukrainiens cherchant refuge face à la guerre d'agression russe.

Mots-clés : Réfugiés ukrainiens, élections présidentielles roumaines, nationalisme, polarisation, programmes politiques

Subiectul refugiaților ucraineni în discursul electoral din România 2024-2025

Rezumat

Alegerile prezidențiale românești anulate din 2024 au lăsat o amprentă profundă asupra unei societăți deja zdruncinate într-o țară al cărei peisaj politic a fost impregnat de voci naționaliste de extremă dreapta, care au câștigat capital politic. În ciuda acestor evoluții, România rămâne în mod predominant angajată pe făgașul UE-NATO, în timp ce forțele politice dominante continuă să ofere un sprijin amplu efortului de război ucrainean și refugiaților proveniți din această țară care caută protecție sau tranzit prin România. Având în vedere prezența unor teme suveraniste pe agenda unor partide proeminente precum AUR, dar și scorurile electorale mari în scrutinul prezidențial cu patru episoade înregistrate de candidații care îmbrățișează această ideologie oarecum eclectică, subiectul refugiaților ucraineni era inevitabil să fie instrumentalizat de astfel de voci. Pe de altă parte, candidații pro-occidentali și-au temperat mesajul de susținere și au optat pentru o strategie prudentă, bazându-se adesea pe omiterea subiectului refugiaților ucraineni, pentru a evita să fie supuși și mai intens barajului de acuzații din partea naționaliștilor care încearcă să creeze un contrast mai mult sau mai puțin artificial între acest grup vulnerabil și românii înșiși. O colecție de programe politice și discursuri electorale formează corpul de documente supuse analizei, cu scopul de a evalua modul în care diviziunile politice din jurul alegerilor prezidențiale din România s-au răsfrâns asupra temei sensibile a ucrainenilor care se adăpostesc de războiul de agresiune al Rusiei.

Cuvinte-cheie: refugiații ucraineni, alegerile prezidențiale din România, naționalism, polarizare, programe politice

The topic of Ukrainian refugees in Romanian electoral discourse 2024-2025

Abstract

The annulled Romanian presidential elections of 2024 have left a deep imprint on the already rattled social fabric of a country whose political landscape has been impregnated by nationalist, far-right voices, gaining political momentum. Despite such developments, the country remains predominantly committed to its EU and NATO path, while the mainstream and dominant political forces continue to provide ample support to the Ukrainian war effort and to the fate of refugees from this country seeking protection or transit through Romania. Given the protrusion of sovereigntist topics onto the agenda of prominent parties such as AUR and the high electoral scores in the four-tier presidential ballot registered by candidates embracing this rather eclectic ideology, the topic of Ukrainian refugees was bound to be instrumentalised by such voices. Meanwhile, the pro-western candidates toned down their supportive views in this respect and opted for a cautious strategy, often relying on the omission of the subject of Ukrainian refugees, so as to avoid being further subjected to the barrage of nationalist accusations more or less artificially opposing this vulnerable group and Romanians themselves. A collection of political programmes and electoral speeches forms the collection of documents subjected to analysis, for the purpose of assessing how the

political divisions surrounding the Romanian presidential bid were extended onto the sensitive topic of Ukrainians seeking shelter from the Russian war of aggression.

Keywords: Ukrainian refugees, Romanian presidential elections, nationalism, polarisation, political programmes

Contexte

Cet article¹ explore un sujet qui prend de l'importance et suscite la controverse dans plusieurs États membres de l'UE, parallèlement à l'exacerbation de la fatigue liée à la guerre : l'instrumentalisation des réfugiés ukrainiens dans le discours électoral au profit des nationalistes et, souvent, des voix politiques anti-UE, voire d'extrême droite. Compte tenu de la controverse particulière qui a entouré l'annulation des élections présidentielles en Roumanie fin 2024, il est essentiel de suivre ce sujet tout au long de la campagne électorale et d'évaluer la mise en œuvre des outils de guerre hybride employés par la Fédération de Russie en Roumanie. La polarisation de la classe politique dans la Roumanie contemporaine se reflète de manière visible dans la façon dont la question des réfugiés ukrainiens a été traitée durant la campagne présidentielle, avec des conséquences sur un électorat lui aussi fragmenté, bien que se déclarant plutôt pro-européen. La nouveauté des faits étudiés nous a incités à recourir à des sources médiatiques fiables, tant nationales qu'européennes, afin de recueillir des discours de campagne pertinents et de les corroborer par des analyses documentaires axées sur les programmes des partis politiques. Cette démarche qualitative est complétée par des références à la littérature récente, sur des sujets aussi épineux que les explications juridiques derrière l'annulation des élections présidentielles, transformées en une étude de cas indésirable et en une source d'attaques plus ou moins voilées contre le cadre constitutionnel roumain.

Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle en février 2022, la Roumanie s'est imposée comme l'un des plus fidèles partisans de l'Ukraine dans la région. Voisin directement touché par les effets déstabilisateurs de

¹ Les parties « Contexte » et « Les élections présidentielles de Roumanie – un épisode étrange » ont été rédigées par Antoanela-Paula Mureșan. Les parties « Programmes des partis politiques » « Messages électoraux des candidats » ont été rédigées par Adrian-Gabriel Corpădean. La conclusion a été rédigée conjointement par les auteurs.

la guerre, la Roumanie a adopté une position claire en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ce qui s'est traduit par une aide humanitaire et militaire, ainsi que par un soutien au sein des organisations internationales, notamment l'Union européenne. Sur le plan politique, les principaux dirigeants roumains ont condamné sans relâche l'agression et aligné la position de leur pays sur celle de l'Union européenne et de l'OTAN, soulignant que la sécurité de l'Ukraine est indissociable de la stabilité de la région. La Roumanie, elle-même bénéficiaire de l'intégration européenne depuis 19 ans, a également plaidé pour l'inclusion de l'Ukraine dans les processus décisionnels européens et soutenu son processus d'adhésion à l'UE, considérant cela comme un avantage stratégique. Si l'aide militaire a été accordée discrètement et n'a pas fait la une des journaux, l'assistance humanitaire a constitué un pilier central de la réponse roumaine. Dès les premiers jours du conflit, le pays a ouvert ses frontières à des centaines de milliers de réfugiés ukrainiens, leur offrant abri, nourriture, soins médicaux et soutien financier, malgré la candidature à l'espace Schengen alors en cours. Les autorités roumaines ont étendu leurs programmes d'aide afin de garantir la sécurité et le soutien des familles déplacées aussi longtemps que nécessaire, tandis que les communautés locales se sont mobilisées pour accueillir et intégrer les personnes fuyant la guerre (Corpădean, Pop-Flanja, 2023). Certes, pour des raisons culturelles et linguistiques, et sans oublier les questions historiques, la Roumanie n'a pas été le pays de prédilection de nombreux réfugiés, la Pologne, par exemple, ayant une tradition de mobilité beaucoup plus forte avec l'Ukraine (Corpădean, 2024). La coopération militaire a été significative, mais, comme nous l'avons déjà indiqué, elle s'est déroulée avec une discrétion calculée. La Roumanie a néanmoins contribué au renforcement des capacités de défense de l'Ukraine, notamment par le transfert d'équipements de pointe tels que des systèmes de défense aérienne, tout en poursuivant les discussions sur une assistance accrue en coordination avec ses alliés. Membre fidèle de l'OTAN dans l'espace de la Mer Noire, la Roumanie, soucieuse de la proximité de la guerre, a souligné l'importance de la défense collective et a investi dans sa propre sécurité afin de garantir un soutien durable à la région, tout en restant vigilante face à la menace russe contre la Moldavie, pays voisin avec lequel elle entretient des relations étroites et

des affinités culturelles. Ces mesures ont été une occasion de prouver l'attachement traditionnel de la Roumanie à l'Alliance, vu la persistance du soutien de la population (Meruțiu, Caloianu, 2024).

Sur le plan diplomatique, la Roumanie s'est efforcée de se positionner comme un pont entre l'Ukraine et les institutions occidentales, tout en participant à des sommets avec les alliés occidentaux et en apportant un soutien aux efforts de reconstruction de l'Ukraine et aux recours déposés devant les tribunaux internationaux contre l'agression russe et les annexions illégales. Les autorités roumaines ont clairement indiqué que l'aide du pays ne s'arrêterait pas à la fin de la guerre, mais s'étendrait à la reconstruction de l'économie et des infrastructures ukrainiennes, la Roumanie ambitionnant de devenir un centre de cette démarche. Cette vision à long terme témoigne de la maturité de la Roumanie, étant donné sa volonté et capacité à surmonter les épreuves du passé, telles que les épisodes de Bystroe et de l'île aux Serpents, et de sa conviction que le redressement de l'Ukraine est essentiel à l'avenir d'une Europe unie.

Dans ce contexte, il convient de souligner que depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, la Roumanie est devenue l'un des principaux points d'entrée pour les personnes fuyant la guerre. Sa longue frontière avec l'Ukraine et la Moldavie en fait à la fois une destination et un corridor de transit, contribuant ainsi à son rôle de plaque tournante humanitaire en première ligne, grâce à l'engagement important de ses institutions et de la société civile. Les données officielles publiées par la police des frontières roumaine montrent qu'au cours des trois premières années du conflit, environ 11,2 millions de citoyens ukrainiens ont franchi la frontière roumaine. La plupart ont poursuivi leur route vers d'autres pays européens, tandis qu'environ 180 000 ont choisi de s'y installer plus longtemps (Romanian-Insider, 2025a).

Les premières vagues de réfugiés ont été marquées par l'urgence et l'incertitude, des familles arrivant aux points de passage frontaliers de Siret, Halmeu et Isaccea. La Roumanie a réagi en mettant rapidement en place des centres d'accueil, offrant nourriture, soins médicaux et abri temporaire, grâce à une mobilisation exemplaire en synergie avec les organisations de la société civile. Au fil du temps, la réponse a évolué vers des programmes structurés, comprenant un soutien financier pour le logement et

l'intégration, les soins médicaux et l'éducation, malgré les barrières linguistiques dans ce dernier domaine. La Roumanie a prolongé son programme d'aide aux réfugiés jusqu'en décembre 2025, ce qui garantissait un hébergement et des allocations mensuelles à ceux qui restaient, dans le contexte difficile de la crise budgétaire à laquelle Bucarest se confrontait (Monitorul Oficial al României, 2025). Un rapport de l'UNICEF publié en juin 2024 souligne que la majorité des réfugiés transitant par la Roumanie étaient des femmes et des enfants, représentant près de 70 % des arrivées (Mihaiu, 2024). Ce profil démographique a déterminé le type de soutien nécessaire : scolarisation des enfants, soins de santé pour les mères et protection contre la traite et l'exploitation.

L'interprétation du rôle de la Roumanie dans cette crise sans précédent doit tenir compte des actions positives entreprises par les autorités, en cohérence avec la position générale de l'UE dans son ensemble et de la plupart de ses États membres. La Roumanie a fait preuve de solidarité et d'efficacité dans la gestion d'une crise humanitaire d'une ampleur considérable, notamment en accueillant un grand nombre de réfugiés sans perturbations sociales majeures et grâce aux mécanismes financiers mis en place dans le cadre de l'UE. Ceci témoigne d'une culture fonctionnelle de la gestion des ressources européennes, dont les progrès sont notables comparés aux difficultés rencontrées pour absorber ces ressources durant les premières années d'adhésion (Corpădean, Oprescu, 2024). Par ailleurs, la proportion relativement faible de réfugiés installés en Roumanie renforce l'idée qu'il s'agit davantage d'un pays de transit que d'une destination fiable, car les facteurs économiques, les niveaux de salaires et les perspectives d'intégration en Europe occidentale continuent d'attirer de nombreux Ukrainiens plus à l'ouest. Cependant, pour ceux qui restent, la Roumanie, qui connaît la culture du pays voisin grâce à l'importante minorité ukrainienne présente sur son territoire, offre la proximité du pays d'origine, une familiarité culturelle et un environnement stable et favorable.

1. Les élections présidentielles de Roumanie – un épisode étrange

La stabilité évoquée précédemment a été ébranlée par l'annulation des élections présidentielles en Roumanie lors du cycle 2024-2025, ce qui a

rendu l'année électorale encore plus tumultueuse, vu la montée de l'extrême droite. Le 6 décembre 2024, la Cour constitutionnelle roumaine a annulé l'élection présidentielle, principalement au motif que le processus électoral avait été fondamentalement compromis. Elle a jugé que le scrutin n'était ni libre ni équitable et que les principes démocratiques fondamentaux n'avaient pas été respectés, justifiant ainsi la tenue d'un nouveau vote. Dans sa motivation officielle, la Cour a constaté que de multiples irrégularités et violations du droit électoral avaient faussé la libre expression de la volonté des électeurs et compromis l'égalité des chances entre les candidats. Parmi ces irrégularités figuraient la manipulation des préférences des électeurs par l'utilisation non réglementée des technologies numériques et de l'intelligence artificielle dans la campagne, le manque de transparence dans le financement des campagnes et une possible influence ou ingérence étrangère indue ayant favorisé un candidat en particulier - autant d'éléments qui, ensemble, menaçaient l'intégrité de l'élection. Ces considérations, qualifiées de graves violations de l'équité, de la transparence et de la légalité des élections, ont conduit la Cour à conclure que le résultat de l'élection ne pouvait être maintenu et qu'un nouveau scrutin était nécessaire pour rétablir la légitimité du processus.

La réaction tardive des autorités publiques et, par-dessus tout, la décision de la Cour constitutionnelle d'annuler l'élection alors que le second tour avait déjà commencé à l'étranger, ont soulevé de sérieuses questions quant à la solidité du cadre démocratique roumain et ont apporté une nouvelle interprétation des dispositions constitutionnelles relatives aux mandats électoraux. À mesure que certaines preuves ont été révélées, l'ampleur des attaques hybrides, englobant le financement occulte, l'utilisation biaisée des réseaux sociaux et les atteintes au pluralisme politique, est devenue de plus en plus évidente, même si un rapport complet sur l'affaire n'a pas encore été publié et sera probablement présenté par le président roumain en février 2026 (Dig24, 2025).

Il est clair que l'annulation des élections a eu des conséquences politiques immédiates et a placé la Roumanie sous les feux de la rampe, notamment auprès de ses plus importants alliés, dont les États-Unis. La Roumanie est entrée dans une période de transition présidentielle prolongée, le président sortant, Klaus Iohannis, restant en fonction au-delà

de son mandat initial, ce qui a suscité le mécontentement de la population. La réaction de l'opinion publique roumaine a été profondément polarisée et intense, à tel point que, selon un sondage IRES, environ 62 % des personnes interrogées estimaient que l'annulation était une mauvaise décision, même si beaucoup en reconnaissaient également l'importance politique majeure. Des manifestations massives ont éclaté, en particulier à Bucarest et dans d'autres grandes villes, souvent mobilisées par les partis d'extrême droite AUR et SOS. Les manifestants scandaient des slogans défendant des élections libres et dénonçaient la décision de la Cour comme antidémocratique, voire comme un « coup d'État », tout en réclamant la reprise du processus électoral (Pup, 2025). Dans le même temps, des groupes pro-européens ont exprimé leur inquiétude face à la montée en puissance de candidats extrémistes et ont organisé des contre-manifestations contre l'influence de l'extrême droite, ce qui a illustré que l'opinion publique allait de l'indignation et de la méfiance envers la classe judiciaire et politique au soulagement chez ceux qui craignaient une victoire extrémiste - une polarisation dangereuse et sans précédent.

Le dernier tour de l'élection présidentielle roumaine de mai 2025 a marqué la fin d'un cycle électoral tumultueux et a abouti à une victoire nette pour Nicușor Dan, maire de Bucarest, partisan de l'Europe unie et de l'Ukraine. Après des mois d'incertitude, ce résultat a suscité un intérêt et une participation considérables par rapport à la règle générale, avec un taux de participation dépassant les 52 %, une hausse notable par rapport au premier tour. Les résultats définitifs ont donné à Nicușor Dan 53,6 % des voix, tandis que son rival nationaliste, George Simion, qui avait succédé à Călin Georgescu, désormais interdit de se présenter, a obtenu 46,4 %, soit un écart de près de 900 000 voix (Autoritatea Electorală Permanentă, 2025). Ce résultat s'explique par une forte mobilisation des jeunes, notamment des étudiants, des citoyens, des membres de la minorité hongroise et des Moldaves possédant la double nationalité, d'autant plus que Simion était en tête au premier tour. En effet, la campagne de Nicușor Dan a mis l'accent sur l'intégrité, la modération et l'avenir européen de la Roumanie, trouvant un écho auprès de ceux qui craignaient les conséquences d'une présidence nationaliste, et pouvant être considérée comme un choix tout à fait

conforme à la position pro-UE et pro-OTAN que la Roumanie avait suivie sans relâche depuis le début de son ère post-communiste.

Parmi les facteurs expliquant la victoire de Nicușor Dan, au-delà de sa réputation de militant civique et de maire réformateur qui lui a valu la crédibilité auprès des électeurs en quête de rupture avec les élites politiques en place, il convient de ne pas négliger le contexte international : la position de la Roumanie en tant qu'État membre de l'OTAN frontalier de l'Ukraine a fait de la stabilité et de la crédibilité en matière de politique étrangère une priorité. La position pro-européenne de Nicușor Dan a rassuré les électeurs roumains et les partenaires internationaux quant au maintien de l'alignement de la Roumanie sur les institutions occidentales et à la poursuite de sa politique pro-ukrainienne, comme nous le soulignerons plus loin dans cette étude.

2. Programmes des partis politiques

Les partis politiques roumains ont intégré les questions de la guerre d'agression russe et des réfugiés ukrainiens à leurs programmes de manières très différentes, les engagements humanitaires étant souvent mis en balance avec des calculs électoraux liés à la viabilité financière et aux préoccupations sécuritaires. Notre recherche se concentrera brièvement sur ces approches, telles qu'elles ressortent des documents officiels et des déclarations pertinentes, afin d'évaluer leur cohérence avec les déclarations électorales des principaux candidats à la présidentielle. Nous mettrons ainsi en lumière les points de convergence et de divergence, tout en positionnant les voix indépendantes, comme celle du vainqueur de l'élection de 2025, Nicușor Dan.

Le Parti national libéral (PNL), au pouvoir, a présenté son soutien à l'Ukraine comme faisant partie des obligations européennes de la Roumanie. Dans son programme de gouvernement 2025-2028, le PNL reconnaît d'emblée l'impact de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, puis évoque les conséquences économiques de cette agression, tout en s'engageant à soutenir l'Ukraine et la Moldavie dans leur processus d'adhésion à l'UE. (PNL, 2025) Le document s'abstient cependant de toute mention directe des réfugiés ukrainiens, sans doute parce qu'une telle

déclaration explicite risquerait de devenir une cible facile pour les souverainistes, qui estiment qu'une telle aide devrait être davantage destinée à la population locale. Cette position est conforme au programme du PPE (le parti européen du PNL) pour 2024, qui se contente d'affirmer : « Nous avons protégé des millions de réfugiés ukrainiens » et « Néanmoins, compte tenu de la situation actuelle en Ukraine, nous souhaitons nous abstenir, pour le moment, de renvoyer les réfugiés en Ukraine » (EPP, 2024), donc on y retrouve peu d'idées pour soutenir les réfugiés de ce pays au sein de leurs États de refuge de l'UE.

Le Parti social-démocrate (PSD), principal groupe politique de la coalition gouvernementale à cette date (fin 2025), s'est distingué par sa mobilisation en faveur des Ukrainiens fuyant la guerre dès le début de l'invasion russe. Au sein du Parti socialiste européen, Dan Nica, chef du groupe PSD, a souligné l'urgence de la mobilisation face à la crise humanitaire imminente et a appelé la Commission européenne à débloquer une aide d'urgence dès le premier jour du conflit (PSD, 2022a). En outre, sur le plan national, c'est ce parti qui s'est retrouvé à l'origine de la publication du guide de conversation ukraïno-roumain destiné aux réfugiés en avril 2022 (PSD, 2022b). Cette ligne de conduite est caractéristique des partis pro-européens d'avant la fatigue liée à la guerre et face à la montée sans précédent de l'extrême droite, mais le nouveau contexte a incité à une approche plus prudente. Ainsi, dans son programme actuel, le PSD ne fait que des allusions sporadiques à la situation ukrainienne, souvent sous l'angle des avantages que la Roumanie peut tirer de l'effort de reconstruction, ou encore sous celui de la sécurité. Cela ne signifie pas que le soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE soit absent, mais que la dimension émotionnelle des premiers jours, voire des premiers mois, de la guerre, engendrée par le sort tragique des réfugiés, fait largement défaut actuellement (PSD, 2024).

Des partis pro-européens plus petits, comme l'USR (elle-même membre de la coalition gouvernementale), ont adopté une attitude similaire, en se mobilisant dès le début, de manière synchronisée avec l'UE, en faveur des réfugiés ukrainiens. Juste après le début de l'invasion, le député USR Cătălin Teacă a déclaré, à propos du soutien matériel octroyé à ce groupe : « L'État roumain a contracté certaines obligations au titre des conventions relatives

à la protection des réfugiés. Ces obligations doivent être remplies maintenant, et cela n'est possible qu'en mobilisant un nombre important de personnes de la société civile, qui œuvreront temporairement à la résolution de cette crise humanitaire engendrée par une immense tragédie, par la compensation prenant la forme de cette indemnité que nous proposons. La loi proposée par l'USR s'appliquera également en cas de catastrophes naturelles ou technologiques, renforçant ainsi la capacité d'action et la résilience de notre société » (USR, 2022). Le programme gouvernemental de l'USR témoigne d'une position plus cohérente envers l'Ukraine, avec un nombre de références plus important que celui de ses partenaires de coalition. Il reconnaît le soutien apporté par la Roumanie aux Ukrainiens et s'efforce d'indiquer comment ce soutien se traduira par des avantages concrets. On observe une propension à l'expression dramatique, sans doute en accord avec la gravité perçue de la situation à laquelle la Roumanie est confrontée : « La survie et la victoire de l'Ukraine deviendront un objectif stratégique de l'État roumain, sans aucune ambiguïté. Une Ukraine indépendante et européenne est la seule véritable garantie que nous ne retomberons pas sous le joug de l'impérialisme russe, comme cela s'est produit tant de fois dans notre histoire » (USR, 2024).

Les réactions internationales ont également influencé les programmes des partis. L'UE et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont salué la réponse humanitaire de la Roumanie, ce dernier citant, dans son rapport du 31 décembre 2024, les plus de 7,9 millions de passages de frontière entre l'Ukraine et la Roumanie depuis 2022 (UNHCR, 2024). Or, des partis comme le PNL et l'USR ont utilisé cette situation pour renforcer leur crédibilité et promouvoir un agenda pro-européen, tandis que le PSD a plutôt exploité les débats sur le financement de l'UE pour plaider en faveur d'un partage plus équitable des ressources entre les réfugiés et les Roumains qui en avaient besoin.

À l'opposé, on trouve les souverainistes, notamment l'Alliance pour l'Union des Roumains (AUR), parti nationaliste qui, aux côtés de ses alliés, SOS et POT (Pantea, 2024), critique sans cesse les institutions internationales, les accusant d'imposer des obligations sans compensation suffisante. Pourtant, lors du début de l'invasion, même les députés de l'AUR ont affiché un soutien sans faille aux réfugiés ukrainiens, en consonance

avec les partis pro-occidentaux et la population. Le 7 mars 2022, la députée Raisa Enachi a déclaré :

J'exhorte tous les partis à assumer leurs responsabilités afin que l'aide humanitaire parvienne à destination en toute sécurité, en temps voulu et sans entrave ! Travaillons de manière organisée et concertée, dans le but de répondre rapidement et efficacement aux demandes d'aide des citoyens ukrainiens. L'AUR est pleinement engagée à fournir l'assistance nécessaire, aux côtés des citoyens de la municipalité de Vaslui. En ces temps difficiles, nous organisons l'accueil des réfugiés et manifestons notre solidarité avec les victimes des actions militaires en Ukraine. Ces attaques insensées contre le peuple ukrainien ont engendré une catastrophe humanitaire et doivent cesser ! (Camera Deputaților, 2022).

Il est intéressant d'observer l'involution du discours de l'AUR sur la question des réfugiés ukrainiens, dont les termes se durcissent au fil du temps depuis le début de la guerre. À titre d'exemple, citons la déclaration de George Simion, leader de ce parti, en décembre 2022 : « Une famille de citoyens ukrainiens avec un enfant, qui a fui la guerre, pour laquelle nous éprouvons toute notre compassion et que nous estimons devoir être aidée, reçoit 1 500 euros de l'État roumain. Nous considérons que 1 500 euros, c'est trop. Parallèlement, vu les 500 euros par personne et par mois, pour 86 000 citoyens ukrainiens ayant fui la guerre, ça veut dire un montant de 43 millions par mois. L'État bulgare, par exemple, a réduit cette aide » (Antena 3 CNN, 2022). Il apparaît que George Simion ne refuse pas le soutien à la cause ukrainienne, mais y introduit une dimension nationaliste, susceptible d'alimenter d'autres messages. Cet effet boule de neige a permis au dirigeant de l'AUR de tenir un discours plus radical et populiste sur le sujet en septembre 2025 : « Je pense que les Roumains devraient être consultés par référendum sur la pertinence de ces dépenses, qui ne sont pas publiques. Après avoir interrogé notre sénateur AUR, Virgil Vlădescu, nous avons appris que la Roumanie avait déjà dépensé 700 millions d'euros pour les réfugiés ukrainiens » (Ziare.com, 2025).

Le programme de gouvernement parallèle de l'AUR fait plusieurs mentions de l'Ukraine, mais, à l'exception de la reconnaissance que le pays était en guerre, les autres références traitent principalement de questions ethniques et de critiques à l'égard de la construction du canal de Bystroe, des sujets susceptibles d'alimenter facilement les sentiments révisionnistes

et nationalistes (AUR, 2024). Cette rhétorique a positionné l'AUR comme une voix de plus en plus forte du mécontentement, vouée à séduire des segments de l'électorat sceptiques à l'égard des politiques de réfugiés menées par l'UE et à jouer la vieille carte anti-ukrainienne qui avait dominé en Roumanie autour de dossiers tels que la Bucovine du Nord ou le plateau continental autour de l'île aux Serpents.

Dans un contexte politique exceptionnellement polarisé, marqué par la montée en puissance des voix anti-occidentales, la Roumanie se devait de revoir son discours (sans pour autant modifier nécessairement ses actions concrètes) sur les réfugiés ukrainiens, la discrétion étant devenue le maître-mot des partis pro-européens au pouvoir. Chacun d'eux a tenté de présenter la situation sous un angle conforme aux intérêts nationaux, reflétés par sa position doctrinale : opportunités économiques, sécurité pour la Roumanie et la Moldavie, adhésion à l'UE pour toute la région, etc. L'AUR (en collaboration avec deux petits partis d'opposition, SOS et POT, dont les messages n'ont pas été analysés ici en détail compte tenu de l'importance mineure de ces mouvements politiques au Parlement) représente un cas radicalement différent. La résistance nationaliste de l'AUR a connu une montée en puissance qui a ouvert la voie à une confrontation sur la question ukrainienne en pleine campagne présidentielle, un scrutin crucial qui sera traité ci-dessous.

3. Messages électoraux des candidats

Cette partie de notre recherche s'appuie sur les discours contradictoires déjà élaborés par les deux blocs de partis. Ces discours, qui représentaient non seulement la dichotomie classique entre majorité et opposition au pouvoir lors de l'élection présidentielle roumaine de 2024, mais se sont mués en une compétition de valeurs inédite, dans une confrontation Est-Ouest douteuse qui a surpris un pays où seul le dernier avait incarné un véritable espoir ou un soutien populaire après 1989. Notre objectif a été donc d'analyser les éléments de continuité et de rupture entre la vie politique des partis et cette élection présidentielle particulière, marquée par l'attrait des candidats indépendants et par des divergences de vues sur des sujets auparavant faisant l'objet d'un consensus national.

Dans ce contexte, nous avons émis l'hypothèse que la question des réfugiés ukrainiens, avec ses ramifications économiques, sociales et culturelles, imprégnerait les messages des principaux candidats. Nous les avons donc étudiés sous cet angle, puis comparés.

Il est tout à fait naturel que la discussion commence par le vainqueur des élections présidentielles, Nicușor Dan, qui, en tant que maire de Bucarest, avait toujours affiché une attitude accueillante envers les Ukrainiens fuyant la guerre. Dans une déclaration faite le 25 février 2025 devant le Conseil général de la capitale, il a souligné :

Nous sommes dans une situation exceptionnelle, nous avons une guerre à la frontière. Dans ce contexte, je tiens à adresser un message de solidarité et à vous assurer que la mairie de Bucarest est ouverte et à la disposition des autorités centrales pour toute question concernant d'éventuels réfugiés ou tout autre sujet lié à cette situation (GS News, 2022).

Cette attitude de soutien étant partagée par l'ensemble de la classe politique à l'époque, il est pertinent d'examiner des déclarations plus récentes, notamment pendant la campagne présidentielle. Mais, ce qui surprend, c'est l'absence de toute référence à l'Ukraine, et a fortiori aux réfugiés, dans le programme de campagne intitulé « Une Roumanie honnête » (Dan, 2025), sans doute une manœuvre calculée par Nicușor Dan pour limiter son exposition aux attaques nationalistes. Cette même prudence l'a accompagné tout au long de ses déclarations de campagne, même si Dan a fermement défendu sa position pro-ukrainienne : « Je souhaite que l'Ukraine intègre l'Union européenne, tout comme je souhaite que la République de Moldavie y adhère. Si je suis élu président, je militerai en ce sens au sein des structures européennes » (Euronews, 2025). Une autre déclaration pertinente de Dan, qui se rapproche du soutien pragmatique dont l'Ukraine a besoin, affirme : « L'Ukraine est vitale pour notre sécurité nationale et pour la sécurité de la Moldavie. Ma Roumanie continuera de soutenir l'Ukraine financièrement et militairement aussi longtemps que nécessaire » (NV, 2025a).

Durant sa campagne présidentielle de 2025, Nicușor Dan a constamment insisté sur la responsabilité de la Roumanie de soutenir l'Ukraine, la présentant comme une question de sécurité nationale. S'adressant à Reuters en avril 2025, il a déclaré :

Je tiens à souligner que la guerre en Ukraine est essentielle pour la sécurité de la Roumanie et de la Moldavie. J'apprécie ce que l'État roumain a fait jusqu'à présent, la direction... a été positive et doit continuer (The Kyiv Independent, 2024).

Sur le plan international, la position de Dan a été saluée comme une réaffirmation de l'orientation pro-européenne de la Roumanie, des médias tels que DW soulignant que sa victoire représentait un engagement à renforcer l'état de droit et à soutenir l'Ukraine (DW, 2025).

Comme prévu, des opinions très différentes se sont dégagées du point de vue de son adversaire au second tour, George Simion, dont le discours sceptique à l'égard de l'Ukraine s'est durci lorsqu'il a succédé à Călin Georgescu durant la campagne présidentielle de 2025. Simion a maintes fois affirmé que les ressources de la Roumanie devaient être prioritairement allouées à ses propres citoyens et a présenté l'aide aux réfugiés comme un fardeau injuste imposé par Bruxelles. En avril 2025, Simion déclarait : « Tant que nous n'aurons pas sorti les citoyens roumains de la pauvreté à un niveau acceptable, je ne soutiendrai plus les autres nations en Roumanie » (NV, 2025b). La citation illustre son message nationaliste central à propos de ce sujet : l'aide aux réfugiés doit être suspendue jusqu'à ce que les besoins nationaux les plus urgents soient satisfaits. Dans un climat où les souverainistes ont tendance à rejeter la faute sur l'Ukraine, Simion a également exigé que cette dernière rembourse la Roumanie pour son aide : « Je ne sais pas si cela se traduira par des contrats de reconstruction ou par des livraisons de céréales, mais... pour le système Patriot offert et les autres dépenses des Roumains, il devrait y avoir réciprocité » (Reuters, 2025).

Les médias internationaux ont souligné les implications plus larges de sa position, Politico décrivant Simion comme un « élément imprévisible » dont l'hostilité envers l'Ukraine suscitait un malaise à Bruxelles, et notant les craintes qu'il puisse rejoindre des dirigeants comme Viktor Orbán ou Robert Fico pour entraver l'aide de l'UE à Kiev (Politico, 2025). Par ailleurs, le Kyiv Independent (2025) a rapporté que Simion s'opposait à toute aide supplémentaire à l'Ukraine et promettait de recentrer l'action de la Roumanie sur ses propres intérêts s'il était élu. Liga.net (2025) a souligné que sa victoire au premier tour en mai 2025 signalait un changement potentiel dans la position traditionnellement pro-ukrainienne de la

Roumanie, avertissant que Kiev risquait de perdre un allié fiable. Par ailleurs, Magyar Nemzet (2025) a noté que Simion souhaitait rediriger l'aide financière destinée aux réfugiés ukrainiens vers les citoyens roumains appauvris.

Toujours au sein de l'extrême droite, la campagne présidentielle de Călin Georgescu, vainqueur dès le premier tour, a été marquée par ses positions très controversées sur l'Ukraine. Adoptant une position révisionniste et nationaliste, il a suscité l'inquiétude tant au niveau national qu'international, notamment lorsque Georgescu a remis en question à plusieurs reprises la légitimité de l'Ukraine en tant qu'État. Lors de plusieurs interviews, il a qualifié l'Ukraine d'« État inventé » et d'« État fictif », ce qui est une reprise du discours russe pseudo-historique sur les origines du pays. Dans un entretien accordé en janvier 2025 au journaliste roumain Ion Cristoiu, Georgescu a affirmé que le partage du territoire ukrainien était « inévitable » et a suggéré que Bucarest annexe les zones peuplées de Roumains. Si le caractère scandaleux de tels propos ne fait pas directement référence au statut des réfugiés ukrainiens, leurs implications plus larges à cet égard sont capitales. Quoi qu'il en soit, ces déclarations ont été largement relayées et condamnées, et le ministère roumain des Affaires étrangères a rapidement réagi :

Dans le contexte de la guerre lancée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, la Roumanie réaffirme sa position constante et son soutien indéfectible à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues (MAE, 2025 ; Romanian-Insider, 2025b).

Les réactions internationales ont été tout aussi vives : les autorités ukrainiennes ont condamné les propos de Georgescu, les qualifiant d'hostiles et de révisionnistes, tandis que les médias européens les ont décrits comme des « arguments du Kremlin » (The Parliament Magazine, 2025). Novaya Gazeta Europe a rapporté que ses propos avaient provoqué l'indignation à Kiev, soulignant qu'il avait qualifié l'Ukraine de « République socialiste soviétique ukrainienne », une reprise des affirmations de Vladimir Poutine avant l'invasion de 2022 (Novaya Gazeta Europe, 2025). Newsweek (2025) a mis en lumière l'affirmation de Georgescu selon laquelle la division des territoires ukrainiens était « inévitable », le présentant comme faisant

partie d'une vague plus large de politiciens roumains d'extrême droite sympathisants des récits russes. The Parliament Magazine a qualifié sa rhétorique de révisionnisme russe, tout en soulignant que les responsables roumains s'étaient rapidement désolidarisés de ses déclarations (The Parliament Magazine, 2025).

Les réactions suscitées par les prises de position de Georgescu sur l'Ukraine durant sa campagne étaient indissociables de son déni plus général de la légitimité de ce pays, qu'il qualifiait de manière méprisante de fiction géopolitique. La réaction des candidats pro-européens roumains et de leurs partenaires internationaux a mis en lumière les dangers d'une telle rhétorique, ce qui a fait de Georgescu une figure extrêmement controversée de la course présidentielle roumaine de 2024-2025. Il a été, en effet, au cœur du scandale qui a finalement conduit à l'annulation du premier scrutin et à son interdiction de se présenter à l'élection suivante.

Dans le domaine des interdictions électorales figurait également Diana Șoșoacă, dirigeante du parti d'extrême droite SOS Roumanie, qui avait profité de sa campagne présidentielle de 2024 pour promouvoir un programme nationaliste et anti-réfugiés virulent, prenant souvent l'Ukraine pour cible dans ses diatribes contre l'Occident, notamment Bruxelles, et dans le cadre de son attachement affiché à Moscou. Déjà connue pour ses propos controversés lorsqu'elle était sénatrice puis eurodéputée, Șoșoacă avait annoncé sa candidature à la seconde élection présidentielle de mai 2025 après avoir été interdite de participer aux élections de 2024, annulées. Dans ses discours de campagne, elle s'en prenait fréquemment à la politique d'accueil des réfugiés de la Roumanie, affirmant que le pays offrirait des bénéfices aux Ukrainiens au détriment de ses propres citoyens.

Son programme présentait les réfugiés ukrainiens comme un fardeau financier et social, raison pour laquelle Șoșoacă affirmait que la Roumanie devait cesser de leur offrir des logements et des allocations à long terme. À ce sujet, SpotMedia (2024) a rapporté son discours du 17 juillet 2024 au Parlement européen, où elle déclarait :

La paix ne s'obtient pas en envoyant des armes. Vous avez détruit la Roumanie, toutes les routes sont détruites. Les Roumains s'appauvrissent à force d'aider les Ukrainiens. Je ne sais pas si vous le savez, mais en Ukraine, les Roumains n'ont pas le droit de parler roumain. Nous avons plus d'un million de Roumains là-bas, ils ont été

maltraités ; sur 220 écoles, il n'en reste que huit où l'enseignement se fait en roumain, où le roumain ne se parle pas (sic !). Il leur est interdit de parler, de prier.

Cette déclaration hyperbolique s'inscrivait dans la tendance de Șoșoacă à lier le soutien aux réfugiés à des critiques plus générales de l'influence de l'UE, tout en dépeignant Bruxelles comme dictant des politiques qui sapent la souveraineté roumaine. Pour accentuer la théâtralité de la situation, elle portait souvent, lors de ses meetings de campagne, des symboles nationaux ou des accessoires symboliques, tels que des gants de boxe, afin de souligner son défi à l'establishment politique et aux institutions internationales.

Contrairement au triangle nationaliste Simion-Georgescu-Șoșoacă, Marcel Ciolacu, Premier ministre roumain au moment de la crise présidentielle et chef du Parti social-démocrate, avait toujours exprimé son soutien aux réfugiés ukrainiens, en tant que devoir humanitaire et responsabilité de la famille européenne à laquelle cette formation politique appartient. Il avait souligné que la Roumanie maintiendrait ses programmes d'aide aux Ukrainiens déplacés tout en œuvrant pour un engagement accru de l'UE dans le financement et la reconstruction.

Lors d'une conférence de presse à Iași en mai 2024, Ciolacu a déclaré : « Nous maintiendrons l'aide que nous apportons aux réfugiés ukrainiens. Vous savez très bien que parmi les 84 000 personnes restées sur le territoire roumain, beaucoup sont des mères avec enfants et petits-enfants. Nous les avons encadrés dans le système scolaire, même dans leur langue maternelle, quel que soit leur niveau d'instruction. Jusqu'à présent nous avons fait un effort par le budget de l'État, décompté des fonds européens. La Roumanie continuera de soutenir l'Ukraine, notamment sur le plan humanitaire, comme il est, d'ailleurs, normal. Nous espérons ne plus avoir à faire face à un exode comme celui du début de la guerre » (Capital, 2024). Cette citation illustre l'intérêt de Ciolacu pour l'intégration, notamment dans le domaine de l'éducation, et sa prise en compte du profil démographique des réfugiés, qui correspond largement à celui de la famille politique dont est issu l'ancien Premier ministre.

Conformément au ton pragmatique du programme politique du PSD, Ciolacu a lié l'aide aux réfugiés aux intérêts économiques de la Roumanie et à son rôle plus large dans le redressement de l'Ukraine. Ainsi, en février

2025, il a déclaré : « Il est ensuite vital de participer à la reconstruction de l'Ukraine. C'est un projet de plus de 500 milliards d'euros dont nos entreprises doivent tirer le maximum de profit ! » (Antena 3 CNN, 2025). Cette déclaration met en lumière sa volonté d'insuffler une dimension nationaliste à l'équation, par un élément essentiel aux intérêts des acteurs économiques roumains dans le contexte de la reconstruction de l'Ukraine d'après-guerre. Il s'agit d'une manœuvre subtile, car le nationalisme économique trouve un écho plus ouvert auprès des électeurs pro-européens, tout en permettant au dirigeant social-démocrate de se draper dans l'étendard roumain pour une cause difficile à contrer, que l'on soit pro ou anti-européen. En fait, lorsqu'il était Premier ministre, le programme du gouvernement de Ciolacu mettait l'accent sur la continuité de l'aide, promettant de prolonger les dispositifs de logement et de soutien financier jusqu'à fin 2025, tout en insistant sur la nécessité d'un partage des responsabilités avec l'UE. Compte tenu de sa position de Premier ministre à l'époque, donc, la position de Ciolacu fut largement saluée comme une preuve de la fiabilité de la Roumanie en tant que membre actif de l'UE et de l'OTAN, malgré la vague nationaliste.

Également membre de la coalition gouvernementale, Nicolae Ciucă (PNL), en tant qu'ancien Premier ministre, a adopté une position modérée lors de ses déclarations électorales sur les réfugiés ukrainiens. Il a insisté sur le devoir humanitaire de la Roumanie, les mesures d'intégration et s'est tenu à l'écart de toute rhétorique nationaliste ou xénophobe. Alors qu'il était encore à la tête du gouvernement roumain, Nicolae Ciucă a déclaré, lors de la conférence « Une vision pour une réponse à moyen et long terme aux réfugiés en Europe – Le plan roumain pour une réponse intégrée et inclusive afin de protéger les réfugiés ukrainiens », en juillet 2022 :

La Roumanie devient ainsi le premier pays de l'Union européenne à se doter d'une vision et d'un plan à moyen et long terme sur la manière dont nous soutiendrons les réfugiés ukrainiens afin qu'ils s'intègrent le plus facilement possible dans notre pays et puissent acquérir leur indépendance personnelle, sans subir toutes ces effets de la guerre du pays voisin (Guvernul României, 2022).

Cette attitude accueillante s'est maintenue durant son mandat de chef du gouvernement, comme en témoigne sa déclaration de janvier 2023 : « Nous sommes à un stade où nous devons adopter une approche axée sur

des mesures d'intégration temporaires, ou à moyen et long terme, permettant aux réfugiés ukrainiens de mener une vie indépendante dans notre pays, intégrés au marché du travail, et où leurs enfants bénéficient d'une éducation et d'une vie sociale » (Radio România Actualități, 2023). Cependant, à l'instar des autres candidats pro-européens à la présidence roumaine, Nicolae Ciucă n'a pas inclus dans ses principaux discours de campagne présidentielle la question des réfugiés ukrainiens.

Conclusion

Plusieurs constantes se dégagent de l'ensemble des documents, déclarations et ouvrages consultés pour cette recherche, dans un contexte de polarisation excessive de la vie politique roumaine autour des élections présidentielles de 2024-2025. Ces constantes pourraient, en quelque sorte, expliquer les discours relatifs aux réfugiés ukrainiens. La plus frappante est sans doute la métamorphose des messages des candidats pro-européens qui, malgré une histoire récente de soutien et de solidarité, semblent s'être prémunis contre les critiques des souverainistes en évitant soigneusement le sujet. Il ne faut pas y voir un changement d'attitude envers les réfugiés eux-mêmes, ni envers la guerre d'agression. Il s'agit plutôt d'une stratégie déjà amorcée par les programmes politiques toujours plus prudents des partis traditionnels, visant à priver les eurosceptiques des faits qui alimentent leurs diatribes contre « la politique menée par Bruxelles » et le « favoritisme envers les étrangers au détriment des Roumains appauvris » – pour ne citer que deux des arguments de leur véritable offensive contre les priorités occidentales. Certes, la fatigue autour de la guerre était vouée à croître dans un pays limitrophe de la zone de conflit et souffrant de ses propres maux internes, tels qu'un déficit budgétaire massif et une diaspora marginalisée.

Le soutien aux Ukrainiens fuyant la guerre par la Roumanie ou, plus rarement, directement vers la Roumanie, demeure une réalité, comme en témoignent les actions gouvernementales et la mobilisation continue de la société civile. Cependant, la double nationalité n'étant pas un facteur, contrairement à ce qui se passe pour une partie importante des Moldaves votant aux élections roumaines, et en l'absence de liens culturels,

linguistiques et historiques avec l'Ukraine comme ceux unissant la Roumanie et la Moldavie, l'approche pragmatique a prévalu chez les responsables politiques pro-occidentaux, qui peinaient à contenir la montée du nationalisme. Le discours plus mesuré à l'égard des réfugiés ukrainiens a également été alimenté par l'attitude moins favorable de certains pays voisins, notamment la Hongrie, mais les positions de l'administration Trump ont aussi trouvé un large écho en Roumanie, pays majoritairement pro-américain et pro-OTAN.

Les élections présidentielles roumaines, qui se sont tenues à plusieurs reprises, ont provoqué un séisme politique et social, et la Roumanie a payé un lourd tribut en termes de crédibilité internationale. La question de savoir si cela a mené à une atténuation des messages électoraux pro-ukrainiens prononcés par les candidats pro-européens reste ouverte. Toujours est-il que le scrutin a dépassé le cadre traditionnel de la rivalité partisane pour devenir une véritable bataille pour la poursuite de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, un chemin que la Roumanie avait jusqu'alors emprunté avec assurance. Cette bataille s'est déroulée dans un contexte d'ingérence russe sans précédent et face à un arsenal hybride jusque-là inconnu par la Roumanie (contrairement à d'autres pays voisins, comme la Moldavie). Ce nouveau contexte a incité des candidats crédibles à sortir de leur piédestal europhile et à s'intéresser à des besoins sociaux bien plus criants, dans un pays qui demeure résolument pro-occidental, comme l'a prouvé le résultat final. Il peut paraître injuste de constater qu'un sujet aussi important que la souffrance des Ukrainiens soit largement absente des discours des principaux candidats et fasse l'objet d'attaques de la part de nationalistes, dont certains reprennent les propos tonitruants du Kremlin. Cependant, cela ne semble en aucun cas résulter d'un engagement moins constant en faveur de ce groupe. Il s'agit plutôt d'une tentative pour empêcher de nouvelles attaques de la part d'un camp d'extrême droite déjà enhardi, qui a instrumentalisé les réfugiés ukrainiens afin de mettre leurs besoins immédiats sur le même plan que ceux du peuple roumain et, par conséquent, de créer un sentiment d'antithèse artificiel là où la compassion, le soutien et la compréhension auraient dû être primordiaux.

Cette étude présente des limites intrinsèques, dues à la rareté des sources académiques traitant de l'évolution de la perception des Ukrainiens

fuyant la guerre en Roumanie – une question toujours d’actualité – et plus précisément de la manière dont les groupes politiques du pays ont façonné leur discours électoral autour de ce sujet. En effet, la controverse entourant l’annulation de l’élection présidentielle a été telle que la plupart des analyses se sont concentrées sur les aspects juridiques et leurs implications, compte tenu du caractère inédit de l’événement. Par ailleurs, le nombre de documents et de discours politiques recensés pour cette recherche a été limité par des contraintes spatiales, mais nous le jugeons suffisant pour dresser un tableau clair du positionnement des principaux partis et candidats politiques en 2024-2025 sur ce sujet. Un examen plus approfondi pourrait permettre, dans de futures recherches, d’étudier l’ensemble des candidats et les partis mineurs restants. La méthodologie développée dans cet article pourrait être reproduite afin d’analyser comment les réfugiés ukrainiens se transforment en enjeux électoraux dans toute la région, y compris dans les pays où l’engagement envers la cause ukrainienne s’est affaibli.

Bibliographie

Autoritatea Electorală Permanentă. 2025. « Alegeri prezidențiale », 18 mai, [En ligne] : <https://prezenta.roaep.ro/prezidentiale18052025/pv/results>, [consulté le 5 décembre 2025].

Corpădean, A.G., 2024. The shared patrimony of Romania and Ukraine in the shadow of Russia. In : *The War against Ukraine, Europeanization, and Impact on Cultural Heritage Narratives in the Candidate Countries* (éd. Corpădean, A.G. Herța, L.M.), Presa Universitară Clujeană, Cluj-Napoca, p. 53-78.

Corpădean, A.G., Oprescu, M. 2024. « Le financement de la politique d’élargissement de l’Union européenne ». *Lettre de l’Est*, no. 37, p. 29-38.

Corpădean, A.G., Pop-Flanja, D. 2023. « Romania’s rapidly changing perceptions of Ukraine: a civil society-driven endeavour with EU nuances? ». *Civil Szemle*, special issue IV, p. 109-125.

Antena 3 CNN. 2022. « George Simion, despre banii pentru refugiații din Ucraina: "Românii trăiesc sub limita sărăciei. Guvernării au uitat de ei? Nu se poate așa!" », 3 décembre, [En ligne] : <https://www.antena3.ro/actualitate/george-simion-aur-scandal-bani-refugiatii-ucraina-criza-romania-pensii-salarii-buget-de-stat-659147.html>, [consulté le 5 décembre 2025].

Antena 3 CNN. 2025. « Marcel Ciolacu cere ca România să participe la reconstrucția Ucrainei: Este un proiect de 500 de miliarde d’euro », 20 février. [En ligne] : <https://urls.fr/RXz3Wx> [consulté le 6 décembre 2025].

AUR. 2024. « Program de guvernare al Partidului AUR ». [En ligne] : https://programaur.ro/wp-content/uploads/2024/11/CARTEA-AUR_nou.pdf [consulté le 5 décembre 2025].

Camera Deputaților. 2022. « Declarație de presă, primită de la doamna deputat Raisa Enachi (Grupul parlamentar AUR) », 7 mars. [En ligne] : https://www.cdep.ro/relatii_publice/site2015.text_presa?pid=23471 [consulté le 4 décembre 2025].

Capital. 2024. « Marcel Ciolacu: O să ne menținem ajutorul pe care îl dăm refugiaților ucraineni », 17 mai. [En ligne] : <https://www.capital.ro/marcel-ciolacu-o-sa-ne-mentinem-ajutorul-pe-care-il-dam-refugiatilor-ucraineni.html> [consulté le 6 décembre 2025].

Dan, N. 2025. « Viziunea România Onestă ». [En ligne] : <https://nicusordan.ro/wp-content/uploads/2025/04/Viziunea-Romania-Onesta.pdf> [consulté le 5 décembre 2025].

Dig24. 2025. « Nicușor Dan: „Statul român trebuie să explice anularea alegerilor”. Când va fi făcut public raportul », 9 décembre. [En ligne] : <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/politica/nicusor-dan-statul-roman-trebuie-sa-explice-anularea-alegerilor-cand-va-fi-facut-public-raportul-3539423> [consulté le 10 décembre 2025].

DW. 2025. « Romania: Historic victory for pro-European candidate », 19 mai. [En ligne] : <https://www.dw.com/en/romania-historic-victory-for-pro-european-candidate/a-72599369> [consulté le 5 décembre 2025].

EPP. 2024. « EPP 2024 Manifesto. Our Europe, a safe and good home for the people ». [En ligne] : https://www.epp.eu/files/uploads/2024/03/Manifesto_2024.pdf [consulté le 2 décembre 2025].

Euronews. 2025. « I would like Ukraine to enter the EU, Romanian presidential hopeful Nicușor Dan tells Euronews », 7 mai. [En ligne] : <https://www.euronews.com/my-europe/2025/05/07/i-would-like-ukraine-to-enter-the-eu-romanian-presidential-hopeful-nicusor-dan-tells-euron> [consulté le 5 décembre 2025].

GS News. 2022. « Nicușor Dan: Primăria Municipiului București este la dispoziția autorităților centrale pentru tot ce înseamnă eventuali refugiați », 25 février. [En ligne] : <https://urls.fr/G5fctt> [consulté le 6 décembre 2025].

Guvernul României. 2022. « Intervenția premierului Nicolae-Ionel Ciucă în deschiderea Conferinței "A vision for medium and long- term Refugees Response in Europe – Romania's Plan for an integrated and inclusive response to protect Refugees from Ukraine" », 26 juillet. [En ligne] : <https://urls.fr/rHGSPC> [consulté le 6 décembre 2025].

Liga.net. 2025. « Banned in Ukraine. Who is Simion and how does his victory in Romania threaten Kyiv? », 5 mai. [En ligne] : <https://www.liga.net/en/politics/articles/banned-in-ukraine-who-is-simion-and-how-does-his-victory-in-romania-threaten-kyiv> [consulté le 5 décembre 2025].

MAE (Ministère des affaires étrangères de Roumanie). 2025. « Communiqués de presse », 30 janvier. [En ligne] : https://www.mae.ro/node/66293?mc_cid=889093f938&mc_eid=cd1f92f96c [consulté le 5 décembre 2025].

Magyar Nemzet. 2025. « Ukraine and Pro-War Europe on Edge After Romanian Election Results », 5 mai. [En ligne] : <https://magyarnemzet.hu/english/2025/05/masolat-ukrajna-es-a-haboruparti-europa-retteghet-a-roman-valasztasok-utan> [consulté le 5 décembre 2025].

Meruțiu, M., Caloianu, F. 2024. « (Dis)trusting NATO? Perceptions of youth in Romania and Türkiye amid the war in Ukraine », Online Journal Modelling the New Europe, no. 46, p. 121- 145. [En ligne] : <https://neweurope.centre.ubbcluj.ro/wp-content/uploads/2024/12/OJMNE-DECEMBER-2024.pdf> [consulté le 2 décembre 2025].

Mihaiu, S. 2024. « Born in Ukraine, refugees in Romania. Perception, difficulties and expectations of adolescent girls », UNICEF Romania. [En ligne] : https://www.unicef.org/romania/media/14916/file/anais-raport_adolescente-RO.pdf [consulté le 2 décembre 2025].

Monitorul Oficial al României. 2025. « OUG nr. 15/2025 », no. 246/20.03.2025.

Newsweek. 2025. « Ukraine Called ‘Fictional State’ by European Presidential Candidate », 30 janvier. [En ligne] : <https://www.newsweek.com/ukraine-called-fictional-state-european-presidential-candidate-2023562> [consulté le 6 décembre 2025].

Novaya Gazeta Europe. 2025. « Outrage as leading Romanian presidential candidate calls Ukraine ‘a fictional state’ », 31 janvier. [En ligne] : <https://novayagazeta.eu/articles/2025/01/31/outrage-as-leading-romanian-presidential-candidate-calls-ukraine-a-fictional-state-en-news> [consulté le 6 décembre 2025].

NV. 2025a. « The mathematician who beat the pro-Russian far right: Who is Nicușor Dan, Romania’s new president and staunch supporter of Ukraine », 19 mai. [En ligne] : https://urls.fr/GfN_Ob [consulté le 5 décembre 2025].

NV. 2025b. « Romanian far-right figure Simion opposes continued support for Ukrainian refugees », 15 avril. [En ligne] : <https://english.nv.ua/nation/romanian-far-right-leader-calls-to-end-support-for-ukrainian-refugees-50506529.html> [consulté le 5 décembre 2025].

Pantea, A. 2024. « Sovereignist parties in Romania during the 2024 elections ». *Studia Universitatis Babes-Bolyai - Studia Europaea*, no. 2, p. 429-226.

PNL. 2025. « Programul de guvernare al Partidului Național Liberal pentru perioada 2025-2028 ». [En ligne] : https://campanii.pnl.ro/2024/_assets/PROGRAM-2024-2028.pdf [consulté le 2 décembre 2025].

Politico. 2025. « Romanian wild card George Simion sets Brussels’ nerves on edge », 15 mai. [En ligne] : <https://www.politico.eu/article/george-simion-romania-presidential-election-profile-ukraine> [consulté le 5 décembre 2025].

PSD. 2022a. « Dan Nica cere Comisiei Europene sprijin pentru România în fața iminentului aflux de refugiați ucraineni », 24 février. [En ligne] : <https://www.psd.ro/dan-nica-cere-comisiei-europene-sprijin-pentru-romania-in-fata-iminentului-aflux-de-refugiat-ucraineni> [consulté le 4 décembre 2025].

PSD. 2022b. « PSD Officials distribute Ukrainian-Romanian conversation guide for refugees », 27 avril. [En ligne] : <https://urls.fr/l8Z1Ns> [consulté le 4 décembre 2025].

PSD. 2024. « Programul de guvernare sintetic, 2025-2028 ». [En ligne] : https://www.psd.ro/wp-content/uploads/2024/10/Program_Guvernare_PSD_2025_2028.pdf [consulté le 4 décembre 2025].

Pup, A.L. 2025. « Intelligence Agencies and the Ballot Box: Countering Foreign Interference in Romania's 2024 Presidential Elections ». *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 39, no. 1. [En ligne] : <https://doi.org/10.1080/08850607.2025.2562843> [consulté le 4 décembre 2025].

Radio România Actualități. 2023. « România a fost și va rămâne spațiu de siguranță și liniște pentru refugiații ucraineni », 13 janvier. [En ligne] : <https://urls.fr/PTMghv> [consulté le 5 décembre 2025].

Reuters. 2025. « Romania should be compensated for aiding Ukraine, hard-right presidential frontrunner says », 9 mai. [En ligne] : <https://urls.fr/WhyXwT> [consulté le 5 décembre 2025].

Romanian-Insider. 2025a. « Official data: 11.2 mln Ukrainians entered Romania in 3 years of war », 24 février. [En ligne] : <https://www.romania-insider.com/official-data-ukrainians-entered-romania-three-years-war-2025> [consulté le 2 décembre 2025].

Romanian-Insider. 2025b. « Romania reaffirms support for Ukraine amid Călin Georgescu's controversial territorial claims », 21 janvier. [En ligne] : <https://urls.fr/sewRFa> [consulté le 5 décembre 2025].

SpotMedia. 2024. « Șoșoacă spoke for the first time in the European Parliament: You have destroyed Romania, Romanians are impoverished by constantly helping the Ukrainians. Why did she go to the Russian embassy », 17 juillet. [En ligne] : <https://urls.fr/OPb367> [consulté le 6 décembre 2025].

The Kyiv Independent. 2024. « Romanian presidential candidate Dan backs further support for Ukraine », 24 avril. [En ligne] : <https://kyivindependent.com/romanian-presidential-candidate-nicusor-dan-says> [consulté le 5 décembre 2025].

The Kyiv Independent. 2025. « Romanian far-right leader Simion demands Ukraine repay aid, opposes further support », 9 mai. [En ligne] : <https://kyivindependent.com/romanian-far-right-leader-simion-demands-ukraine-repay-aid-opposes-further-support> [consulté le 5 décembre 2025].

The Parliament Magazine. 2025. « Romanian officials quick to criticise far-right leader's claim to Ukrainian territory », 31 janvier. [En ligne] : <https://www.theparliamentmagazine.eu/news/article/romanian-officials-quick-to-call-out-farright-leader-claim-to-ukrainian-territory> [consulté le 5 décembre 2025].

UNHCR. 2024. « Ukraine refugee situation update. Romania », 31 décembre. [En ligne] : <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-01/UNHCR%20Romania%20Annual%20Overview%202024.pdf> [consulté le 4 décembre 2025].

USR. 2022. « Ajutor pentru Ucraina. USR anunță proiecte de lege pentru sprijinirea refugiaților și facilitarea voluntariatului », 28 février. [En ligne] : <https://urls.fr/pf0ccC> [consulté le 4 décembre 2025].

USR. 2024. « O Românie pentru toți, nu doar pentru unii ». [En ligne] : <https://urls.fr/fnCVjE> [consulté le 4 décembre 2025].

Ziare.com. 2025. «Referendumul pe care îl cere George Simion. Liderul AUR cheamă cetățenii la urne: „Trebuie consultați” », 3 septembrie. [En ligne] : <https://ziare.com/george-simion/referendum-ajutor-militar-ucraina-1962313>, [consulté le 5 décembre 2025].

Remerciements : Recherche soutenue par le projet Brâncuși Roumanie-France UEFISCDI, PN-IV-P8-8.3-PM-RO-FR-2024-0165 « La crise des institutions et l’avenir de la démocratie libérale : diagnostics et thérapies possibles à partir des exemples français et roumain », CRIDEM, Faculté d’études européennes, Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie.



© *Synergies Roumanie*, n° 20, Année 2025.

Revue du GERFLINT

<https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb427223778>

Bibliothèque nationale de France -Novembre 2025 -

Éléments sous droits d’auteur.

<https://gerflint.fr/>

<https://gerflint.fr/synergies-roumanie>

